



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 150 JANVIER 2002 première partie - 4 €

ISSN 0989-3237

CHANGER LES HOMMES

par Raoul BÉTEILLE

ancien député RPR, président du Mouvement Initiative et Liberté.

L'ancien député (RPR) Raoul Béteille est d'abord un juriste. Avocat puis magistrat, ancien conseiller technique de Pierre Messmer puis de Jean Foyer, procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat, il a été nommé par Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, directeur des affaires criminelles et des grâces : il participa à l'édification de la loi « sécurité et liberté ». Conseiller honoraire à la Cour de cassation, il vient d'écrire un livre de réflexion et de combat sur la justice (De l'injustice, préface de Pierre Messmer, de l'Académie française, éditions François-Xavier de Guibert).

Le Figaro : A vous lire, vous semblez opposé à toute idée de réforme de la justice. Pourtant, celle-ci ne tourne pas toujours très rond...

Raoul Béteille : Toute justice fait obligatoirement 50 % de mécontents. Mais actuellement nous sommes en train de sombrer dans l'injustice. C'est-à-dire dans l'absence pure et simple de justice quand ce n'est pas dans le contraire de la justice. C'est pourquoi la réforme de la justice dont vous me parlez s'analyse, aujourd'hui, ou bien en réformettes poudre aux yeux (réformes de vocabulaire substituant par exemple la mise en examen à l'inculpation), ou bien en démolitions catastrophiques. Telle la suppression du lien hiérarchique entre ministre de la Justice et parquets. Tout en gardant une totale liberté de parole, le magistrat du parquet doit rester l'avocat de la République et, grâce à la procédure écrite, faire savoir aux juges indépendants ce que le pouvoir exécutif se borne à souhaiter de leur part. La suppression du juge d'instruction est, elle aussi, une démolition préjudiciable aux citoyens. Il instruit à charge et à décharge : c'est un filtre. Il évite l'encombrement inutile des audiences quand il constate l'absence de « charges suffisantes ».

Mais vous allez même jusqu'à critiquer la nouvelle procédure d'appel pour les verdicts d'assises...

Deux raisons. D'abord le jury criminel, à la différence des magistrats de profession, représente le peuple français lui-même, c'est-à-dire le souverain au nom duquel est rendue la justice. Peut-il bégayer en jugeant deux fois de suite de deux façons différentes ? (Avec le risque d'être influencé la seconde fois par de violentes campagnes de presse : ce serait de la justice de place publique, la pire de toutes.) Ensuite : l'appel en matière criminelle va encore retarder l'apparition de la décision définitive avant laquelle la détention reste provisoire. C'est exactement le contraire du souhaitable.

Alors, on ne touche rien ?

Si ! Il existe de bonnes réformes à faire. Quand Alain Peyrefitte a fait « sécurité et liberté » (2 février 1981), il a fait une bonne réforme. Elle ne supprimait pas le juge d'instruction. Elle se bornait à éviter qu'on ait recours à lui systématiquement. M. Badinter a fait abroger ce texte, dont nous aurions pourtant bien besoin aujourd'hui. Je déplore également la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction spécialisée et non pas d'exception. Créée par le Général en 1963, elle res-

pectait tous les droits de la défense et sa procédure était néanmoins organisée pour permettre une décision rapide. Les plastiqueurs du château de Versailles ont été jugés en 1978 cinq mois après les faits. Voyez ce qui se passe aujourd'hui en matière de terrorisme...

Député, j'ai, dès le début, proclamé qu'il fallait réformer l'ordonnance de 1945 « relative à l'enfance délinquante ». J'ai déposé en ce sens une proposition de loi qui a été rejetée. Le garde des Sceaux, Jacques Toubon, avait fait injonction à la majorité d'alors de ne pas me suivre. Aujourd'hui, l'opposition se réveille. C'est un peu tard... J'explique aussi dans mon livre comment notre dualité de juridictions (administratives et judiciaires, Conseil d'Etat et Cour de cassation) est préjudiciable au citoyen qui, trop souvent, ne sait pas devant qui il doit engager tel ou tel procès. Ne dites donc pas que je ne veux toucher à rien.

Vous estimez que la société marche sur la tête. Pourquoi ?

Parce que nous faisons du droit-de-l'homme à l'envers. Nous protégeons les assassins, les tortionnaires d'enfants et de vieillards, les tueurs de gendarmes, de policiers et de convoyeurs de fonds. Lisez Isaac Ehr-

lich, qui n'a rien d'un nazi, et vous verrez que la peine de mort, qui est certes horrible, permet, quand elle existe, d'économiser les vies de victimes innocentes qui vont au cercueil parce que ceux qui les tuent savent qu'ils ne risquent pas davantage, en les tuant, que s'ils les laissent en vie. Nous marchons sur la tête, oui, et c'est comme ça qu'on en arrive à l'arrêt Perruche

qui indemnise un enfant handicapé : il est indemnisé parce qu'on ne l'a pas tué. Mon explication de tout cela, c'est que le Syndicat de la magistrature est aujourd'hui à l'œuvre à peu près partout en haut de la hiérarchie judiciaire.

Quelle est l'issue ?

La grande réforme indispensable est de changer les hommes, encore plus que de modifier certains textes. Mais

changer les hommes, c'est généralement la rue qui se charge de le faire quand elle en a assez de souffrir. Or elle commence à en avoir jusque-là, comme on dit. Si nous ne réagissons pas en haut, je vois venir en bas la révolte du peuple souverain, qui est méprisé.

Repris de l'interview d'Ivan Rioufol dans *le Figaro* du 28/01/01

LE COMBAT DE LA DROITE

par Hervé GAYMARD

député RPR, président du Conseil Général de la Savoie,
ancien secrétaire d'Etat aux Finances, puis à la Santé et à la Sécurité Sociale
secrétaire général de l'Union en Mouvement

première partie

C'est entendu. La Gauche domine, irréfutablement. Je suis donc dominé. Et il paraît qu'on peut même s'en accommoder. On pourra trouver cette attaque hardie ou paradoxale. Je ne suis ni un philosophe, ni un historien des idées, mais un homme politique engagé dans l'action et dans la Cité. Je ne suis pas un réprouvé, ni un exilé de l'intérieur. J'aime mon pays, la France, pour ses défauts autant que pour ses qualités. Et j'ai suffisamment voyagé, vécu et aimé d'autres cieux, pour ne pas trouver ailleurs l'herbe forcément plus verte. Les lignes qui vont suivre n'exhalent donc aucune rancœur. J'ai simplement tenté d'esquisser quelques réflexions en toute liberté et en toute subjectivité sur notre paysage politique. Elles sont certes nourries par le climat intellectuel dans lequel un homme de ma génération a baigné, mais il ne s'agit pas de s'y complaire. Le propos est de construire. Car il est grand temps.

Qu'on le fasse remonter à la Réforme, à la Révolution Française ou à l'Affaire Dreyfus, que l'on souligne ou non ses éclipses dans notre histoire politique et parlementaire, qu'on le veuille ou non, le clivage gauche/droite opère encore dans la France contemporaine, même si je ne peux résister à la nécessité de citer Bernanos : «Il est d'usage, pour essayer de distinguer entre eux les imbéciles, de

les classer entre imbéciles de droite et en imbéciles de gauche» (1). On connaît la célèbre réflexion d'Alain qui soutient que la récusation du clivage gauche/droite ne peut venir que d'hommes de droite. C'est l'évidence même car la source de ce clivage, la sémantique, ainsi que la charge affective qui l'accompagnent, ont eu pour effet, depuis un siècle, de désigner par le mot «gauche» les gens *bien*, amis de l'homme et du progrès universel, et par le mot «droite» les obscurantistes, les réactionnaires, présumés fascistes. Peu importe en réalité que quand on regarde dans le détail l'affaire Dreyfus, la postérité des dreyfusards, les origines du fascisme, la collaboration, sans parler de l'immense mensonge rouge, l'image d'Epinal se craquèle rudement, il n'en demeure pas moins qu'au plan idéologique la domination intellectuelle et culturelle de ce qu'on appelle la gauche est massive et indubitable. Comme le note Louis Dumont : «Concluons *donc que l'idéologie de gauche a été et est prédominante comme telle, c'est à dire au niveau idéologique*»(2).

LES INTELLECTUELS DE GAUCHE

Cette pression idéologique de la gauche est d'autant plus forte, que, depuis le combisme né de l'affaire Dreyfus, elle dispose d'une masse de manœuvre très puissante, *les intellectuels de gauche* (3) qui ont un rôle bien plus importants que les hommes et les formations politiques. Véritable pouvoir spirituel, qui distribue l'éloge et le blâme, ils ont prouvé leurs immenses qualités pour le combat politique et idéologique :

- ils ont la capacité de se métamorphoser au fil des décennies, et de s'adapter au terrain idéologique en forgeant de nouveaux concepts l'anticléricisme, l'anticapitalisme, l'antifascisme, l'antiracisme, l'antimondialisme ... ;

- ils savent désigner l'adversaire, appliquant en cela le précepte de Carl Schmitt - qui leur fait pourtant horreur -, et ils savent même au besoin créer un adversaire mythique, comme on l'a vu depuis le début des années 80 avec un antiracisme et un antifascisme de confection ;

- ils ont une maîtrise consommée de la sémantique : ainsi ce qui reste de stalinien dans la Russie contemporaine, est qualifié de «forces de droite» ou de «fascistes» ! Beau tour de passe-passe !

- ils sont en général assez sûrs d'eux, à l'instar de Simone de Beau-

voir «La vérité est une et l'erreur multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme» ;

- ils savent faire oublier leurs erreurs et leurs compromissions, y compris avec les utopies les plus meurtrières du siècle écoulé ;

- ils sont parvenus à accréditer l'idée qu'il existe une sorte d'évolutionnisme politique, qui consiste à dire en gros qu'on ne peut être par définition que de gauche puisqu'elle est lumière et la droite obscurité -pour reprendre l'éclairante expression de Jack Lang en 1981 -, et que si d'aventure on n'est pas de gauche, c'est soit que on ne l'est pas encore- la rédemption devant advenir-, soit que l'on est durablement aliéné -et l'on vous plaindra beaucoup.

Tout repose en réalité sur une morale de l'intention. Par définition, la gauche est bonne et généreuse, elle veut le bonheur des hommes et l'amitié entre les peuples, elle est du côté des humiliés et des offensés, contre les puissants. Par définition, et sans bénéfice d'inventaire. Et si d'aventure, la réalité n'est pas conforme au projet et à l'ambition, peu importe, puisque c'est l'intention qui compte. Cela va même plus loin: celui qui n'a jamais cru à l'utopie meurtrière -et qui à ce titre a le plus souvent été diabolisé et rejeté dans les ténèbres de l'obscurantisme-, doit avoir de la compassion pour celui dont on dira *qu'il a été trompé*, et non pas *qu'il s'est trompé*, même s'il disposait des mêmes moyens d'information et d'analyse. A tous les coups, la gauche joue donc gagnant.

C'est la raison pour laquelle beaucoup d'hommes qui ne sont pas ou plus de gauche refusent l'étiquette de droite (4). Cela peut être parfois par manque de courage. Mais cela peut être aussi le résultat d'une démarche essentiellement pragmatique : pourquoi accepter de porter une casaque qui a été initialement désignée et diabolisée par l'adversaire politique ? Pourquoi tomber dans le panneau ? Puisque la droite est fondamentalement dominée (5), pourquoi ne ruserait-elle pas avec le puissant comme le font tous les dominés, qui n'ont le plus souvent à court terme que la ressource de retourner les armes de l'adversaire ? Alors, pour la droite, la seule question est-elle de choisir entre deux postures : «*disons que nous sommes de droite sans complexes, et tout sera réso-*

lu», (comme le disent certains dirigeants de l'opposition actuelle) ou «*ne prononçons pas le mot droite, et faisons du Tony Blair à la française*» comme l'ambitionne François Bayrou ? Je ne le pense pas. Persister dans ce faux dilemme, c'est accepter le piège et conduit tout droit à une impasse intellectuelle et politique.

Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui, et pour les années qui viennent, le débat continue de se poser dans les mêmes termes. J'ai l'intuition en effet que nous sommes dans un «nœud» (6) au sens de Soljénitsyne, dans une recomposition des alternatives après un siècle de bruit et de fureur. Il est évidemment très difficile de prévoir ce qu'il adviendra, d'autant que le mouvement des idées est à la fois ressac et forces profondes, mais je voudrais risquer quelques observations.

LE CLIVAGES GAUCHE/DROITE : UNE RÉALITÉ PERMANENTE

Je pense tout d'abord qu'il faut des clivages dans une démocratie. Bien sûr, de tout temps, il y a eu récusation de cette nécessité, qui s'exprime aujourd'hui à deux niveaux très différents. Elle est d'abord le fait de beaucoup de nos compatriotes -et là, c'est le député qui l'observe qui sont las des jeux et des oppositions stériles, des combats de coqs télévisés, qui au surplus masquent de fausses oppositions, et qui ne voient plus ce qui distingue les uns des autres. Ensuite, au niveau idéologique, elle est le fait de la tyrannie du consensus, du «politiquement correct», qui a avalé et émondé tous les débats et les aspérités. En réalité, il n'est rien de plus menteur que le consensus. Il ne faut pas ignorer les problèmes et penser les régler par la sémantique (du style «*ce n'est pas l'insécurité qui monte, mais le sentiment d'insécurité*», nuance ...). Il faut les poser, et sans pour autant sombrer dans le manichéisme et la guerre civile froide, il faut les trancher sous le contrôle vigilant des électeurs. Il faut donc débattre, ce qu'on ne fait plus en France depuis des lustres, il faut une majorité, une opposition, une gauche et une droite, quel que soit le nom qu'on leur donnera si l'on estime que ces mots ont épuisé leur contenu. La démocratie meurt à petit feu quand l'autruche met le tête dans le sable.

Essayons nous à passer les troupes en revue.

LA GAUCHE

La gauche ne tient plus que par des béquilles, encore solides certes, mais qui ne pourront plus la porter encore longtemps.

Elle gardera certes durablement une force intrinsèque, c'est sa posture et sa culture d'opposition, même quand elle exerce le pouvoir. La récente déclaration du porte-parole du parti socialiste est de ce point de vue très éclairante, quand il regrette que son parti n'ait pas été en tant que tel co-organisateur des manifestations à l'occasion du G8 de Gênes, alors que beaucoup des dirigeants actuels du monde développé appartiennent à l'Internationale Socialiste. De même, les difficultés de la sécurité sociale seraient encore dues au plan Juppé, alors qu'Alain Juppé n'est plus Premier Ministre depuis près de quatre ans et demi. Il faut toujours dans une société que quelqu'un exerce la «fonction tribunitienne». C'est l'apanage de la gauche, et c'est sa force. Mais cette force même peut devenir une faiblesse dans la société globalisée, car le grand écart peut être intenable entre une gauche gestionnaire, élitiste, mondialisée, libérale-libertaire et une gauche de protestation, anarchiste et catholique, révolutionnaire et pacifiste, qui reste dans son refus du monde pour lui préférer l'utopie. Les tiraillements que l'on peut observer dans la gauche plurielle, entre les socialistes d'une part, et les chevènementistes, les écologistes et les communistes -conglomérat composite -, ne relèvent pas seulement de la chronique politicienne, mais sont le symptôme de fractures plus profondes. Et il n'est pas sûr que le trotskisme laïcisé de Lionel Jospin, malgré son évident savoir-faire, suffise à la réduire durablement.

L'autre atout de la gauche, c'est «l'illusion lyrique», pour reprendre l'expression de Malraux. C'est la mythologie ouvriériste du petit peuple, si charmante et si française -parisienne plutôt, mais du Paris du XIX^{ème} siècle au moins autant artisan qu'ouvrier-, c'est la Commune, *Le temps des cerises*, Marya la blonde, le chourineur, «ces hommes aux grands cœurs, qu'on ne voyait que lui au milieu des chemises», c'est *Paris ma rose*, immortalisée par Reggiani, c'est la formidable *Tenta-*

tive de description d'un dîner de têtes à Paris-France de Prévert, cette noblesse du petit peuple face aux puissants. Le problème de la gauche, c'est que cette illusion lyrique, charmante, poétique, intégrée désormais à notre tempérament national, est fanée. Elle n'a pas d'incarnation contemporaine. Elle a bien essayé de créer des emblèmes : le «jeune», mais les meneurs de 1986 ont vieilli, siègent au Conseil Economique et Social, à l'Assemblée Nationale, même au Sénat ; le «sans-papiers», mais convenons que cela ne fait pas rêver, malgré la jet-set à l'église Saint-Bernard ; le «Josébové», mais on sent bien la fabrication derrière des aspirations qu'il ne faut certes pas négliger, qui témoignent du désarroi de la société contemporaine. Pour résumer, le drame de la gauche c'est qu'il n'y a plus beaucoup d'ouvriers, et que la majorité d'entre eux votent à droite. Depuis Mai 1968, la gauche a su formidablement jouer d'une apparente dé-

politisation pour privilégier les faits culturels et de société -Jack Lang en est la traduction politique-, mais peut-être ne s'agit-il que d'une victoire à la Pyrrhus, car sur ce terrain-là, on ne construit rien de durable : pas d'incarnation, pas de mythe mobilisateur, pas de nostalgie créatrice. On est passé du Temps des Cerises aux Particules élémentaires. C'est dire.

C'est peut-être là que je vois le principal problème de la gauche, d'abord parce qu'elle est la gauche, c'est-à-dire d'abord idéologie. Elle a certes connu depuis des siècles, et quelle que soit la date de naissance qu'on lui reconnaîtra (7), des métamorphoses successives, dont la plus récente expression, le marxisme, stalinien ou vulgarisé, a été et demeure, malgré ou grâce à l'effondrement de l'Union Soviétique, la plus marquante. On assiste certes, depuis dix ans, à une très intéressante réorientation idéologique, que Jean-François Revel a très bien

analysée dans *La grande parade*, qui consiste, en gros, à faire prendre des vessies pour des lanternes. Mais c'est un répit de court terme, et la gauche me semble aujourd'hui en panne d'idées, en panne d'idéologie. Elle sait certes suivre avec beaucoup de talent le chemin de la plus grande pente, mais si elle persiste dans cette voie, elle ne sera irremédiablement plus la gauche. Il ne suffit pas de dire «oui à l'économie de marché, non à la société de marché», de faire le PACS + les stocks options, de faire de l'incantation sur la taxe Tobin et sur les sans-papiers, et de dénoncer une droite fantasmagorique, pour construire durablement. Elle se trompe si elle pense que flatter les dérives communautaristes suffira à masquer ses carences. Cela, quelques esprits lucides de la gauche le savent bien, et c'est pourquoi leur silence s'entend de façon aussi poignante...

LES CAMPAGNES MILITANTES DU MIL

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance deux campagnes nationales. Si vous souhaitez participer activement à celles-ci, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.



Affiches :
10 x =



Affiches :
10 x =

COMMUNIQUE DE PRESSE :

19 MARS 1962 : JOSPIN DIVISE ENCORE LA NATION

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L) rappelle que Lionel Jospin, pour de sordides accords électoraux, avait promis au Parti communiste et à son organisation satellite, la FNACA, d'instituer le 19 mars comme «journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc». Lionel Jospin a payé sa dette. Mais à quel prix ?

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L), ainsi qu'une majorité écrasante des anciens combattants et de leurs associations, tient à ce que la mémoire de toutes les victimes des conflits d'Afrique du Nord

soit honorée. La date du 19 mars est inacceptable et relève de la provocation.

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L) rappelle que le 19 mars 1962 ne peut, en aucun cas, être comparé au 11 novembre 1918 et au 8 mai 1945 qui sont les dates d'armistices avec victoire de la France et capitulation de l'ennemi d'alors. Le 19 mars 1962 l'application des accords d'Evian a ouvert une vague de violence et de terrorisme inouïe envers les populations de souche européenne et musulmane sur le territoire algérien. Des dizaines de milliers de personnes ont été assassinées dans des conditions atroces après cette date.

Levallois-Perret, le 22 janvier 2002

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE Co-directeur de la publication : G. FLICOURT